

RICHARD COOPER

Professeur d'économie à l'université d'Harvard

Le deuxième débat portait sur la santé et les risques émergents, un titre quelque peu ambigu ; en fait, notre débat comportait d'une part deux présentations sur les questions relatives à la santé, et d'autre part, deux autres sur les risques et notre capacité à y répondre. La première présentation portait sur les maladies infectieuses. Au siècle dernier, on a vu un déclin important de la mortalité infantile pour cause de maladies infectieuses, au point que l'on peut se demander si les maladies infectieuses, qui étaient autrefois une cause d'inquiétude pour tout parent, appartiennent désormais au passé. La réponse à cette question, malheureusement, est non : les maladies infectieuses sont encore parmi nous et elles y seront toujours. À peu près les trois-quarts des maladies infectieuses contractées par des humains dans les 20 à 30 dernières années sont d'origine animale : oiseaux de toutes sortes, porcs, singes ou chauve-souris, et ces hôtes seront toujours parmi nous. De plus, les virus sont tout à fait aptes à évoluer, et bien sûr, les populations humaines croissent et la densité des colonies humaines s'accroît avec le temps.

La lutte contre les maladies infectieuses sera donc une lutte constante. Elle n'est jamais gagnée de façon décisive bien que, globalement et heureusement, nous ayons l'avantage. Nous avons l'avantage en partie grâce aux énormes avancées du savoir technologique qui nous permet de connaître la nature des maladies, de nos jours au niveau moléculaire, et en partie parce que nous avons installé des postes de détection de zones à risques dans le monde entier. L'Institut Pasteur, par exemple, possède 33 filiales dans le monde. Il est très important, quand une maladie infectieuse atteint des humains, de l'identifier dès que possible et de choisir une ou plusieurs techniques pour bloquer sa progression, afin d'en limiter la propagation. C'est un exemple de coopération internationale, mais pour maintenir un tel taux de réussite, il faut constamment œuvrer à l'entretien et au développement de ce dispositif.

La seconde présentation portait sur le vieillissement. Le monde, comme vous le savez tous, est en train de vieillir à un rythme remarquable. Ce vieillissement survient pour deux raisons assez différentes : la première est le déclin du taux de natalité, et la seconde est qu'en moyenne, nous vivons plus longtemps. Il y a environ un demi-siècle, et même avant cette date, l'allongement de l'espérance de vie était dû à un déclin conséquent de la mortalité infantile, qui reste aujourd'hui élevée dans de moins en moins de régions du globe, bien qu'il y ait encore des progrès à faire sur ce point. Mais en grande partie, l'accroissement de l'espérance de vie de ces dernières décennies est dû au fait que les personnes vivent plus longtemps. La durée de l'espérance de vie augmente au rythme remarquable de deux années ou plus par décennie. Jusqu'à présent, aucun signe de déclin ne se fait sentir dans cette progression de l'allongement de l'espérance de vie, aussi ne savons-nous pas vraiment combien de temps nous, ou du moins nos enfants ou petits-enfants, pouvons espérer vivre. Nous n'avons pas encore vu de déclin dans le taux d'accroissement de la longévité.

Malheureusement, la société et les institutions sociales ont pris très peu de mesures pour s'adapter à cet allongement notable de l'espérance de vie. Il y a eu de nombreuses discussions sur ses répercussions fiscales, en particulier sur les retraites et les soins de santé à un âge avancé ; mais nous savons à présent que ce n'est pas la bonne façon de présenter les choses. Il est vrai que les dépenses de santé augmentent beaucoup au cours des 18 derniers mois de la vie, mais les 18 derniers mois de la vie ne font que reculer, et les personnes âgées, nous dit-on, n'ajoutent pas sensiblement aux dépenses de santé, excepté dans les 18 derniers mois de la vie, quel qu'en soit le moment. Il y a eu très peu de recherches sur ceux que l'on appelle poliment les séniors et les super-séniors, mais nous avons une enquête sur 1 000 citoyens britanniques âgés de plus de 85 ans. Cette enquête, qui est l'une des très rares enquêtes réalisées sur des gens très âgés, a révélé que ces personnes avaient quatre troubles médicaux détectables en moyenne, mais qu'à part cela, plus des trois-quarts d'entre elles affirmaient qu'elles étaient en bonne santé, en très bonne santé, voire en excellente santé. Seulement 8% des sujets d'étude étaient grabataires, mais les autres étaient actifs à divers degrés et tout à fait heureux de profiter de la vie.

Les capacités intellectuelles déclinent en général avec l'âge, mais très lentement. La société n'est pas organisée pour mettre à profit les capacités intellectuelles des personnes âgées. Elles constituent de fantastiques ressources potentielles au niveau personnel et social, et il faut que nous adaptions nos dispositions sociales et nos pratiques institutionnelles à la nouvelle donne universelle de l'allongement de l'espérance de vie.

Nous avons ensuite abordé la question des risques à venir au niveau de la planète, avec une présentation portant sur un éventail impressionnant de risques : ceux d'origine humaine, par exemple pour prendre des cas extrêmes, les actes de terrorisme ou les attaques informatiques, ou ceux qui n'ont rien à voir avec les hommes mais affectent ces derniers, tels que les tremblements de terre, les typhons et même les astéroïdes. Ils représentent un large spectre qui comprend les épidémies et les dangers dans lesquels les humains jouent un rôle non intentionnel et qui impliquent le risque d'effets secondaires involontairement entraînés par l'action humaine. Le changement de climat est un cas qui entre, à l'évidence, dans cette catégorie : nous vaquons à nos vies quotidiennes et pendant ce temps, nous émettons des gaz à effets de serre heure après heure, et tôt ou tard, leur effet accumulé rattrapera notre société, même si on peut les observer dès à présent, sans pouvoir toutefois les séparer du bruit médiatique qu'ils génèrent.

Il y a ensuite divers risques de troubles civils, et à nouveau, ceux-ci restent souvent cantonnés à l'intérieur d'un pays, bien que certains puissent avoir des implications mondiales. On retrouve les candidats habituels. Le Cachemire reste la pomme de discorde entre deux pays équipés d'armements nucléaires. La péninsule coréenne, nous rappelle-t-on à intervalles réguliers, abrite un État très particulier, pour rester poli. Nous sommes témoins de ce qui semble être une querelle importante entre la Chine et le Japon, et je n'oublie pas que nous approchons du centenaire du début de la Première Guerre mondiale. En 1914, personne ne voulait la guerre, mais quatre pays pensaient qu'ils pourraient tirer avantage d'une menace de guerre, nous avons donc eu plusieurs jeux de la poule mouillée, et tout le monde a perdu. Cela reste un exemple du désastre complet qui peut se produire si la diplomatie qui gère un conflit entre États n'est pas correctement menée et avec succès. De telles éventualités ne sont pas à exclure.

Le système financier a également été mentionné pendant cette conférence. Nous avons eu notre crise financière du siècle, ou plutôt deux crises en un siècle, mais il ne faudra peut-être pas attendre un demi-siècle avant la prochaine. Nous travaillons très dur dans le monde entier, mais en particulier des deux côtés de l'Atlantique, pour renforcer le système financier. Les acteurs principaux, les gros établissements bancaires, ont résisté à ces changements becs et ongles, avec un certain succès. Mais en même temps, chaque semaine, nous lisons qu'ils cumulent les activités illégales ; on peut juste en conclure qu'ils abritent des escrocs en leur sein, et qu'ils sont trop volumineux et complexes pour pouvoir être gérés de manière efficace. Ils sont donc une source de risque potentiel pour le système économique et financier au cours des deux prochaines décennies.

La quatrième intervention abordait la question de la résilience et de la solidité du système économique et social tel que nous le connaissons, et démontrait amplement que nous sommes moins robustes aujourd'hui qu'il y a quelques décennies. Notre capacité à nous adapter aux chocs diminue avec le temps, les systèmes politiques démocratiques actuels ont les plus grandes difficultés à prendre des décisions prospectives qui pourraient nous préserver des risques sérieux qui nous menacent, aussi risquons-nous de subir des chocs que nous ne sommes pas préparés à encaisser, en particulier dans le domaine financier.

Ces quatre interventions ont conduit à des discussions animées, que je n'essaierai pas de résumer.

Le troisième débat portait sur la sécurité alimentaire.